

La nécessité d'une politique
gouvernementale en
alphabétisation

et

L'urgence d'un financement
équitable pour les groupes
membres du R.G.P.A.Q.

*CADRE DE RÉFÉRENCE SUR LE FINANCEMENT
DES GROUPES MEMBRES DU R.G.P.A.Q.*

TABLE DES MATIERES

<u>1- Introduction</u>	1
<u>2- L'analphabétisme: des personnes avant tout</u>	2
<u>Une évidence que l'on ne peut nier et pourtant...</u>	3
<u>Ca veut dire quoi être analphabète au Québec...</u>	4
<u>Pourquoi une alphabétisation populaire?</u>	4
<u>L'analphabétisme: quelques éléments d'analyse...</u>	5
<u>Alphabétisation populaire et formation professionnelle</u>	7
<u>3- L'alphabétisation populaire autonome: une réponse plurielle</u>	8
<u>Une vision commune</u>	9
<u>Une approche globale et démocratique</u>	10
• Un problème social	10
• Une vie associative démocratique	11
• Une polyvalence essentielle	11
• Un lieu d'accueil dans la communauté	12
• Un lieu d'apprentissages continus	12
• Des pratiques pédagogiques adaptées	13
• Un programme de formation continue	14
• Une qualité d'intervention reconnue	14
<u>Un mouvement provincial</u>	15
• Ses réalisations	15
<u>4- Un sous-financement chronique</u>	17
<u>Deux réseaux reconnus</u>	18
<u>Deux courbes de croissance</u>	18
<u>Une situation financière précaire</u>	22
<u>L'impact du sous-financement</u>	24
<u>Une reconnaissance financière qui tarde</u>	25
<u>5- Un réseau autonome à consolider</u>	26
<u>Nos revendications</u>	27
<u>6- CONCLUSION</u>	34
Annexes: Historique/Bibliographie	

1- INTRODUCTION

Les groupes populaires en alphabétisation du Québec ont développé depuis plus de vingt ans un projet éducatif en alphabétisation qui s'inscrit dans un large mouvement de lutttes contre les inégalités sociales, l'amélioration des conditions de vie des personnes analphabètes et la reconnaissance de leurs droits.

C'est pour et avec les personnes analphabètes que le réseau autonome d'alphabétisation populaire s'est construit, c'est pour et avec les personnes analphabètes que la spécificité du projet éducatif s'est définie.

Dans le contexte socio-politique des années 90 où l'État glisse doucement mais sûrement vers une gestion strictement économique de la société, vers une remise en question des programmes sociaux, vers des coupures en éducation, l'investissement dans un domaine comme l'alphabétisation est de moins en moins probable. Pourtant une Politique gouvernementale en alphabétisation est, plus que jamais, nécessaire. L'État doit s'engager fermement à lutter contre l'analphabétisme. Les personnes analphabètes doivent avoir la garantie que les programmes et ressources resteront accessibles, gratuits et adaptés à leurs besoins, malgré les soubresauts économiques. C'est une des conditions essentielles pour que les personnes analphabètes puissent briser le cercle de l'exclusion.

Le présent document reprend l'essentiel des caractéristiques de l'alphabétisation populaire autonome. Il nous apparaît néanmoins indispensable de redire, aujourd'hui, la place occupée par les groupes populaires dans le champ de l'alphabétisation, de redire la spécificité de leur projet éducatif et social, de redire l'importance des personnes analphabètes au coeur de ce projet, de réaffirmer le droit à l'intégrité et au respect pour toutes les personnes citoyennes de notre société.

Le document fait également état du sous-financement chronique avec lequel les groupes doivent composer depuis plusieurs années et l'urgence d'apporter rapidement des correctifs à cette situation. Il en va de la survie même des groupes populaires d'alphabétisation. Par ce document, le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ) et ses groupes membres veulent signifier clairement l'existence de leur réseau et la volonté de le garder bien vivant.

2- L'ANALPHABÉTISME: DES PERSONNES AVANT TOUT

«On n'est pas moins que les autres, on est des êtres humains comme tout le monde

Pouvoir sensibiliser le monde, de pas avoir peur de cette maladie-là, Ha! Ha! Si dès fois on nous demande c'est quoi un analphabète: un char de l'armée, une maladie honteuse? Ha! Ha!

Même si y nous manque une branche, chaque être humain est un arbre.

Pour la société, ça prend une branche pour tel domaine...

Si il te manque 2 branches, supposément essentielles...

Si t'as tout le reste, sans vouloir être méchant, il y en a qui ont les deux mais pas le reste...

C'est quoi une vie réussie?

Il te manque une branche, tu peux pas être parfait, mais eux t'exigent d'être parfaits, y décident qu'il faut que tu aies une femme, deux enfants, et que tu travailles à l'université de Montréal. Tu dis pas ce que tu fais, tu dis que tu travailles à l'université de Montréal, tu laves les planchers...

Ca représente un passeport, un diplôme c'est un passeport.

Aye, aye! yé instruit c'gars-là...

Y lave les planchers

Y regarde les planches, 2 pieds cubes carrés, 90 degrés...

j'ai tant de pieds de plancher à laver, Ha! HA! »

Alain Mireault

Extrait du recueil "Le livre de l'Année internationale de l'alphabétisation".

Une évidence que l'on ne peut nier et pourtant...

"L'analphabétisme au Québec: ce n'est pas possible...!"

Voilà ce qu'on entendait au cours des années 70 et 80. Plusieurs dirigeants politiques, des hauts fonctionnaires et même des éditorialistes contestaient l'ampleur du problème.

Pourtant, depuis le milieu des années 80, plusieurs organismes ont, de différentes façons, tenté de dresser un tableau plus clair de la situation.¹ Les conclusions les plus précises sont celles de l'enquête menée par Statistique Canada en 1990, qui a déterminé quatre niveaux d'aptitude à la lecture, à l'écriture et au calcul en se basant sur des activités courantes de la vie quotidienne (par exemple, identifier un mot ou la date d'expiration d'un permis de conduire).

Cette enquête a révélé que 6% des adultes québécois âgés de 16 à 69 ans (276 000 personnes) éprouvent de très importantes difficultés à lire. Ils ne peuvent même pas repérer un mot simple (niveau 1). De plus 13% des adultes québécois (606 000 personnes) peuvent tout au plus repérer un mot familier et ne peuvent utiliser du matériel écrit que pour accomplir des tâches élémentaires. On parle donc de près **d'un million** de personnes au Québec qui ont de très grandes difficultés à lire et à écrire.

Finalement, 25% des québécois possèdent des aptitudes du troisième niveau déterminé par Statistique Canada; ces personnes sont en mesure d'utiliser du matériel de lecture dans certaines situations, à condition que le matériel soit clair et que les tâches à exécuter soient faciles à accomplir.

¹ En 1983, la Commission canadienne pour l'Unesco, à partir de données sur la scolarité fournies par Statistique Canada lors du recensement de 1976, en était arrivée à un pourcentage de 7,5 de la population du Québec qui avait moins de 5 années d'étude et à 29,1 qui avait de 5 à 8 années d'étude. Bien que le seul critère de scolarité ne puisse brosser un portrait fidèle, il reste que pour une société industrialisée comme la nôtre, le problème était déjà énorme.

Ca veut dire quoi être analphabète au Québec...

Pour plusieurs cela signifie être sans travail. Statistique Canada révèle que seulement 39% des québécois-es en chômage ont des capacités de lecture suffisantes. Un grand nombre vit ou a vécu de l'aide sociale et a donc connu des conditions économiques très difficiles. Il y a autant d'hommes que de femmes analphabètes. Les personnes plus âgées demeurent celles qui ont le plus de difficultés avec la lecture quoique 33% des jeunes de 16-24 ans ont des problèmes majeurs².

Etre analphabète, c'est, par exemple, ne pas changer d'emploi parce qu'on va se retrouver en terrain inconnu; c'est aussi ne pas pouvoir remplir de formulaires de demande d'emploi, sur place, devoir les apporter et les faire remplir par quelqu'un d'autre; c'est ne pas pouvoir aider ses enfants à faire leurs devoirs; c'est ne pas être en mesure de lire la posologie d'un médicament; c'est ne pas pouvoir écrire à ses amis, à son entourage; c'est devoir se faire accompagner pour voter ou plus simplement ne pas y aller; c'est une voie d'exclusion, de marginalisation, de décrochage social...

Pourquoi une alphabétisation populaire?

Il y a plusieurs façons de concevoir le travail d'alphabétisation. Un des courants importants au Québec est l'alphabétisation populaire, issu du mouvement d'éducation populaire. Ce courant s'est largement inspiré, pour définir son approche et ses pratiques de la pensée latino-américaine et, plus particulièrement de Paulo Freire. L'alphabétisation populaire se veut d'abord et avant tout, une alternative à l'alphabétisation telle que pratiquée dans le réseau institutionnel. La nécessité de cette alternative s'appuie sur une analyse globale de l'analphabétisme en tant que problème social directement lié à la pauvreté et, par là, à l'exclusion sous toutes ses formes.

² *Enquête sur les capacités de lecture et d'écriture utilisées quotidiennement*, Statistique Canada, 1989 (ECLEUQ).

L'analphabétisme: quelques éléments d'analyse...

Qu'est-ce qui fait que l'on est analphabète dans une société post-industrielle et supposée instruite? A travers les récits de vie, le vécu et les témoignages des personnes analphabètes elles-mêmes, on peut identifier, dans la somme des parcours individuels, des causes plus pointues, plus immédiates: troubles d'apprentissage, problèmes familiaux, santé déficiente, problèmes de santé mentale, parcours scolaire marqué par l'échec, etc..

Mais pour toutes ces explications individuelles, il existe un dénominateur commun, une trame de fonds sur laquelle s'inscrivent ces divers problèmes: la pauvreté. Réalité quotidienne de centaines de milliers d'individus au Québec, hommes et femmes, adultes et enfants, la pauvreté constitue le terreau de croissance d'une multitude de maux sociaux qui s'additionnent entre eux. De fait, être pauvre limite non seulement l'accès à l'avoir mais également à l'être, au savoir, au pouvoir. Pauvreté et école n'ont jamais fait bon ménage. L'accès à l'éducation pour les milieux socio-économiquement faibles a posé et pose encore problème.

Et "paradoxalement, au lieu d'être le premier agent d'insertion sociale, l'école devient, pour plusieurs jeunes, le premier facteur de leur exclusion sociale"³ : 33% des jeunes de 16 à 24 ans sont incapables de satisfaire aux exigences de lecture courante ⁴ alors que l'école est obligatoire depuis 1942! Le ministère de l'Éducation admet que 36 jeunes sur 100 abandonnent leur cours secondaire avant d'avoir obtenu leur diplôme...

Un groupe de travail sur les jeunes, formé à la demande du gouvernement du Québec, affirmait récemment dans son rapport que près de 20% des enfants vivent dans la pauvreté⁵. Selon un document du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du Revenu du Québec en 1991, à Montréal, un adulte sur deux ne travaille pas...

³ Yves Lamontagne et al., La jeunesse québécoise et le phénomène des sans-abri, Sillery, Québec Science éditeur, 1987, p.42

⁴ Statistique Canada, op. cit.

⁵ Québec (gouvernement). Ministère de la Santé et des Services sociaux. Un Québec fou de ses enfants. Rapport du groupe de travail pour les jeunes, {s.l.}, ministère de la Santé et des Services sociaux, 1991.

L'augmentation de la pauvreté et l'insignifiance des moyens mis en oeuvre pour la contrer nous amènent à constater que le problème de l'analphabétisme ne diminuera pas de façon significative avant plusieurs années. Les conditions de vie d'une grande partie de la population sont loin de favoriser l'apprentissage. Comment étudier quand on a le ventre vide? Il est difficile d'avoir des conditions propices à l'apprentissage lorsqu'on a de la difficulté à assumer sa survie!

Il faut cesser de culpabiliser les individus en les identifiant comme seuls responsables de la situation et il faut, tout en offrant la possibilité réelle de s'alphabétiser, travailler à ce que les personnes analphabètes puissent exercer leurs droits. Quand cessera-t-on d'exiger un secondaire cinq pour certains emplois qui dans les faits ne demandent pas ce niveau de formation?

Les groupes populaires d'alphabétisation tout en travaillant à l'amélioration des conditions de vie des personnes analphabètes et à la défense de leurs droits n'ont cessé de réclamer une politique globale en alphabétisation⁶. Une politique qui s'attaque vraiment aux différentes causes et qui pense à la prévention. Une politique qui permette l'accessibilité des services afin que les personnes analphabètes puissent exercer leurs droits de citoyen à part entière.

Une politique qui encourage et soutienne tous les acteurs sociaux prêts à s'impliquer dans cette lutte afin de développer la multiplicité des interventions: sur les lieux de travail, par les syndicats, par les groupes de femmes, les groupes populaires, les écoles, etc... Une politique qui encourage mais ne force pas les personnes analphabètes à s'alphabétiser (comme le fait actuellement la loi 37 de la sécurité du revenu). Enfin, une politique qui permette à ces personnes de pouvoir choisir le lieu où elles se sentent le plus à l'aise pour apprendre.

Il est étonnant que le Québec, la province classée au deuxième rang, ayant le plus haut taux d'analphabétisme au Canada après Terre-Neuve, ne se soit pas encore, contrairement à l'Ontario par exemple, doté d'une politique en alphabétisation.

⁶ Le RGPAQ, à ses tout débuts (1981), a travaillé à la rédaction d'un mémoire "L'alphabétisation au Québec. Situations. Recommandations." dont la Commission Jean s'est inspirée pour faire ses propres recommandations sur la question.

Alphabétisation populaire et formation professionnelle

Il est quelque peu paradoxal que l'on parle autant actuellement de formation professionnelle alors que si peu de pas ont été faits au niveau d'une politique québécoise en alphabétisation. A tout le moins peut-on se demander QUI aura accès à cette formation...

Les personnes analphabètes et sous-scolarisées, très souvent exclues du marché de l'emploi, ont peu de chance de bénéficier de la formation professionnelle puisque les formations existantes conduisant à des emplois disponibles sont souvent réservées aux personnes déjà en emploi. On perpétue ainsi un Québec cassé en deux où un nombre de plus en plus grand de personnes sont laissées de côté alors que de grosses sommes sont investies dans des formations de pointe, pour combler les besoins du marché dans des secteurs ultra-spécialisés.

Le gouvernement du Québec a-t-il décidé de laisser tomber ces personnes??? Il faut éviter de créer de faux espoirs! Ces formations doivent être assorties d'une politique de plein emploi.

L'alphabétisation devrait être une priorité assortie de réelles mesures de soutien aux personnes analphabètes.

3- L'ALPHABÉTISATION POPULAIRE AUTONOME - UNE RÉPONSE PLURIELLE

Il n'y a pas une seule façon d'intervenir auprès des personnes analphabètes, il n'y a pas de modèle unique capable de répondre aux multiples aspects de la réalité vécue par les personnes analphabètes. Nous devons éviter le piège de l'uniformisation et miser sur des approches et des pratiques diversifiées. La réponse aux problèmes des personnes analphabètes ne peut être que plurielle.

« Les classes de T.G.A. ont pour but d'apprendre à lire et à écrire aux jeunes en difficultés d'apprentissages (T.G.A.= trouble grave d'apprentissage)

Cependant la réalité est tout autre. Les jeunes en T.G.A. est mis à part du régulier et laissé à lui-même. Oui, bien sûr ont lui donne quelques travaux mais dans le seul but de sauver les apparences.

Après 3 ou 4 ans perdu à l'intérieur de cette prison, on vous met à la porte sans savoir lire ni écrire correctement et sans aucune formation en quoique ce soit.

Arrivé sur le marché du travail on éprouve de la difficulté à s'exprimer clairement, on n'est incapable de remplir un simple formulaire d'application

Il en résulte un grand manque de confiance en soi.

Il est évident qu'un travail satisfaisant et rémunérateur est presque qu'impossible à trouver.

L'avenir, quel avenir nous attend? Partout, les portes restent closes. Une minime lumière d'espoir brille un peu, et c'est la Boîte à Lettres.

Fin

Mario Burgess

Extrait du recueil "Le livre de l'Année internationale"

Une vision commune

Les groupes populaires en alphabétisation, réunis sous la bannière du RGPAQ ont, tout au long de leur évolution, travaillé à la mise sur pied d'un réseau autonome et ouvert à différentes pratiques. La richesse du mouvement d'alphabétisation populaire autonome est tributaire de la créativité, de la diversité et de la multiplicité des pratiques dans les groupes.

La réponse aux problèmes d'analphabétisme doit être plurielle et garantir aux personnes analphabètes les meilleures conditions dans leur démarche d'apprentissages. Le RGPAQ et ses membres sont porteurs d'une vision commune de l'alphabétisation populaire définie selon des bases idéologiques largement consensuelles:

- l'alphabétisation populaire favorise la maîtrise des outils essentiels que sont la lecture, l'écriture et le calcul et vise le développement des connaissances générales: fonctionnelles, politiques, sociales et personnelles;
- elle fait de l'apprentissage de la lecture et de l'écriture un outil d'expression sociale, de prise de parole, de pouvoir sur son milieu et son environnement, un moyen de développer la confiance en soi et une appropriation du langage écrit;
- l'alphabétisation populaire est une approche collective à l'intérieur de laquelle l'individu est intégré à une démarche de groupe, ce qui permet de développer un sentiment d'appartenance, de réaliser des projets et d'avancer des revendications;
- l'alphabétisation populaire se caractérise par la place qu'occupent les participants-es à l'intérieur des groupes. Elle se développe par ceux et celles qui sont impliqués dans le groupe, soit les animateurs et les animatrices ainsi que les participants-es.

Cette vision commune se traduit dans la réalité par un projet spécifique dont l'ensemble des composantes est orienté vers une approche globale et démocratique.

Une approche globale et démocratique

Les pratiques de conscientisation utilisées⁷ par les groupes populaires en alphabétisation ont largement inspiré le développement d'une approche globale et des pratiques pédagogiques axées sur l'ensemble des conditions de vie des personnes analphabètes. Plusieurs composantes interviennent dans la définition de l'approche globale: l'analyse critique de la société et des conditions qui favorisent l'analphabétisme et sa reproduction, la participation des personnes analphabètes à la vie associative, les pratiques pédagogiques adaptées à la réalité des personnes analphabètes.

D'autres éléments comme la polyvalence, l'accessibilité et l'appropriation des apprentissages caractérisent également l'approche des groupes. L'action menée par les groupes se veut globale plutôt que morcelée et les étapes du processus d'apprentissage (recrutement, accueil, ateliers de formation, suivi, etc.) se font de façon continue.

• **Un problème social.** En 1981, le RGPAQ soulignait que le droit à l'emploi, le droit à des conditions de vie décentes devrait être assurés pour ne pas hypothéquer une éventuelle politique gouvernementale d'alphabétisation. «Les inégalités sociales contribuent à perpétuer les inégalités en éducation» affirmions-nous à l'époque. Douze ans plus tard, nous ne pouvons que constater, et nous ne sommes pas les seuls, que les inégalités sociales ne vont pas en diminuant malheureusement⁸. L'appauvrissement de secteurs de plus en plus larges de la population a pour conséquence la détérioration des conditions de vie, ce qui ne favorise aucunement l'apprentissage et limite sérieusement le «droit d'apprendre».

⁷ Voir: «Où en est l'alphabétisation conscientisante au Québec?», Le monde alphabétique, Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec, printemps-été 1992.

⁸ «L'analphabétisme et la sous-scolarisation sont plutôt un sérieux problème d'inégalité sociale créé en grande partie par la pauvreté. Les revenus au Canada sont distribués de manière très inégale; le cinquième le plus nanti de la population reçoit près de la moitié (46,6 pour cent) de la totalité des revenus alors que le cinquième le plus pauvre n'en reçoit que 3,2 pour cent.» Statistique Canada: 1991, p. 147

Organisation nationale anti-pauvreté. L'analphabétisme et la pauvreté. Une perspective de l'intérieur. Rapport de recherche, 1992.

● **Une vie associative démocratique.** La souplesse des structures de travail dans les groupes, alliée à la volonté de susciter la participation des apprenants-es à la gestion de l'organisme, en font un lieu où tous et toutes peuvent expérimenter le processus d'une gestion participative. L'objectif vise l'appropriation du pouvoir que la personne a sur elle-même, sur son parcours personnel, sur son environnement immédiat (le groupe, la famille, la communauté), et plus largement sur la société.

Une démarche d'autonomie qui permet aux participant-e-s d'avoir un rôle actif tant dans le choix des thèmes des ateliers que dans l'organisation du groupe. Les groupes expérimentent divers moyens pour permettre à chacun-e de s'intégrer tels la préparation du contenu des assemblées générales en ateliers, la participation des apprenant-e-s au conseil d'administration, la création de comités de participant-e-s, etc...

« On va selon notre rythme. Depuis quatre ans que je suis des cours à Alpha-Nicolet, ça me donne plus de courage pour lire le journal et pour parler aux autres. Je suis moins gêné. Je suis dans le Conseil d'administration. Cela me donne confiance en moi et ça m'encourage à continuer mes cours pour me débrouiller encore plus. »

Extrait du témoignage de Serge Auger. Tiré de la revue Le Monde alphabétique, no 3.

● **Une polyvalence essentielle.** Au principal volet d'intervention rattaché spécifiquement aux ateliers d'alphabétisation (sensibilisation, accueil et référence, suivi individuel) s'ajoutent d'autres activités. Les groupes se préoccupent de l'ensemble des conditions de vie. L'analphabétisme se développant là où sont présents la pauvreté, la marginalisation, l'isolement, les groupes se doivent d'intervenir plus largement que sur les capacités de lecture et d'écriture. Ils élargissent leur champ d'action en offrant, sur leur propre base ou en collaboration avec d'autres organismes, des rencontres d'information sur le logement, l'aide sociale, le chômage, le racisme, le sexisme et toute autre forme d'oppression.

Ils participent ou collaborent à l'organisation d'événements de sensibilisation ou à d'autres actions à caractère politique pouvant faire avancer la cause des personnes analphabètes. Ils travaillent aussi à abolir les inégalités sociales.

• **Un lieu d'accueil dans la communauté.** Les groupes populaires se veulent facilement accessibles aux personnes qui décident volontairement d'entreprendre une démarche d'alphabétisation. Cette accessibilité se situe à plusieurs niveaux. La gratuité des services offerts pour une population marginalisée et économiquement défavorisée; un accueil qui favorise la mise en place de rapports de confiance, d'entraide et la capacité des personnes à communiquer les unes avec les autres, de même qu'un sentiment d'appartenance; des horaires souples; une bureaucratie réduite au minimum.

Implantés dans la communauté, les groupes entretiennent des liens variés avec les organismes du milieu. Des liens de solidarité avec des groupes d'éducation populaire autonome donnent souvent lieu à des échanges de services et à des projets conjoints.

• **Un lieu d'apprentissages continus.** Chaque participant-e en processus de formation a besoin de connaître les différentes étapes qui déterminent son parcours. En lien avec l'animatrice répondante, il reste le maître d'oeuvre de sa propre évaluation.

Les apprentissages «formels» chevauchent souvent les autres considérés plus «informels» que sont l'augmentation de la confiance en soi, la prise de parole, etc., les uns supportant les autres et vice versa. L'évaluation en cours d'apprentissage permettra tant aux animatrices qu'aux participants-es d'ajuster, de modifier ou de poursuivre le plan de formation initial. Nous n'insisterons jamais assez sur l'impact du facteur temps sur l'apprentissage. Le temps doit être un support pour les apprenants-es et non un obstacle; il ne doit pas être une mesure de gestion suspendue sur leur tête comme une épée de Damoclès. De nombreux témoignages soulignent l'importance de respecter le rythme de chaque personne.

« ...J'ai commencer l'école au cente Lartigue. J'aime beaucoup l'école. J'appre nais beaucoup. Avant je savais par lire. Là je sis capable de lire et écrire peu. Jaime beaucoup à lire et écrire. Japrends beaucoup?

Il ont mis dehors parce que j'ai fait deux mille heures. Ils mont mis porte. Comment on va appredre a lire et écrire sil nous mettent à la porte... »

Fleurette Guilbault
Tour de Lire

«...La Clé est un endroit idéal, différent du Milieu scolaire et avec ça
communautaire
Nous apprenons à notre rythme
On a tous le droit de s'instruire... »

Grace Bernatchez
Centre de lecture et d'écriture (CLÉ) de Montréal

Extraits du recueil "Le livre de l'Année internationale de
l'alphabétisation"

• **Des pratiques pédagogiques adaptées.** Les groupes d'alpha interviennent en milieu rural et en milieu urbain; certains accueillent des jeunes, d'autres des personnes issues des communautés ethniques, la plupart reçoivent une population hétérogène composée de femmes et d'hommes de tous âges.

Toutes ces personnes arrivent avec des craintes et des attentes différentes, chacune avec son histoire et son bagage d'expériences personnelles. Offrir une réponse adaptée aux diverses réalités, rester le plus près possible des besoins des personnes et de leur milieu de vie, donner des activités qui respectent le rythme de chacun sont autant de dimensions qui orientent les pratiques pédagogiques.

Depuis leurs débuts, les groupes manifestent une créativité et une originalité dans la recherche et la production de matériel pédagogique. L'expérimentation s'ouvre à des problématiques particulières telles l'alpha en milieu de travail, la violence conjugale, la solidarité internationale, l'alpha dans la langue maternelle des communautés ethniques.

Des projets spéciaux sont créés qui lient formation et apprentissage d'un métier comme des programmes de couture industrielle, ou encore de cuisine d'établissement. Des moyens socio-culturels sont utilisés: une pièce de théâtre, un journal des participants-es, un comptoir vestimentaire; des instruments techniques sont mis à contribution: on utilise l'ordinateur, on apprend les codes du guichet automatique, on se familiarise avec les mathématiques en allant à l'épicerie du coin, etc.

Bref, chaque groupe conçoit et produit du matériel pédagogique. De l'audio-visuel aux cahiers thématiques sur des sujets aussi divers que l'écologie, l'alimentation, les médias et la publicité, une coopérative d'habitation, un logiciel de simulation; toutes les préoccupations touchant de près la vie au quotidien vont trouver une résonance dans des productions et des recherches-actions.

- **Un programme de formation continue.** L'éventail des activités et des actions menées par les groupes est très large et nécessite de la part des formateurs-trices des connaissances diverses. Provenant de formation académique très diversifiée (universitaire, collégiale ou encore d'une formation terrain), ils et elles apportent leur bagage personnel de connaissances et d'expériences multiples. Le programme de formation et de perfectionnement continu du RGPAQ permet d'encadrer l'échange et la circulation des expertises propres à l'alphabétisation populaire tout en assurant un suivi constant au perfectionnement des pratiques pédagogiques.

- **Une qualité d'intervention reconnue.** Les groupes populaires d'alphabétisation se sont forgé une façon de faire et une façon d'être tout à fait originales. La qualité de leur intervention est aujourd'hui largement reconnue par de nombreux acteurs sociaux au Québec et ailleurs.

Mais elle est d'abord reconnue par les participant-e-s. Le degré de satisfaction des participant-e-s est élevé et de nombreux témoignages vont dans ce sens. Le faible taux d'abandon et les listes d'attente dans les groupes sont aussi des indicateurs significatifs de la capacité des groupes à offrir une réponse appréciée par les personnes. Pour l'année de fréquentation 91-92, le taux moyen d'abandon se situait à 7% selon une enquête maison.

Par ailleurs, les collaborations avec les milieux syndical, universitaire, communautaire et autres, les participations à des séminaires internationaux sur l'alphabétisation (Belgique en 92, France en 93) démontrent le rayonnement de l'alphabétisation populaire autonome.

UN MOUVEMENT PROVINCIAL

Interlocuteur reconnu et sollicité par différents intervenants québécois, de même que sur le plan international, le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ) joue un rôle important sur les plans politique et pédagogique. Il est le porte-parole des groupes auprès des gouvernements fédéral et provincial; mais aussi, et de façon privilégiée, auprès de l'ensemble des regroupements provinciaux du mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire avec qui il partage un même projet social. Il constitue un lieu d'échanges et de formation pour ses groupes membres.

Ses réalisations

La promotion, le développement de l'alphabétisation populaire et la défense des droits des personnes analphabètes sont au coeur du mandat du RGPAQ. Outre le dossier sur le financement et la reconnaissance des groupes populaires d'alphabétisation qui préoccupe et occupe depuis très longtemps le RGPAQ, il intervient sur toutes les questions touchant de près ou de loin les droits des personnes analphabètes.

La Grande rencontre de 1985, un vaste projet provincial de rencontres et d'échanges rassemblait 350 personnes analphabètes de tous les coins du Québec, avec la particularité que l'organisation de l'événement fut prise en charge par un comité de participant-e-s et d'animatrices.

Le séminaire «En toutes lettres et en français» de 1989, un carrefour pour développer l'alphabétisation des francophones au Canada auquel le RGPAQ a grandement contribué, aura suscité la mise en place d'un organisme de concertation pan-canadien en alphabétisation en français.

Une Société sans barrières en 1990, forum pour favoriser l'exercice des droits des personnes analphabètes, organisé conjointement par l'Institut Canadien d'Éducation des Adultes (ICEA), la Centrale de l'enseignement du Québec et le RGPAQ, réunissait plus de 250 intervenants-es de différents secteurs de la société. Les experts invités étaient les personnes analphabètes elles-mêmes.

En 1990, le RGPAQ s'implique activement dans de multiples activités de promotion et d'information durant toute l'Année Internationale de l'alphabétisation.

En 1992, le RGPAQ organise Une journée particulière, événement qui offre aux intervenants et intervenantes en alphabétisation et en éducation populaires autonomes un lieu de débats sur diverses problématiques sociales comme l'emploi, la formation professionnelle, la pauvreté, l'intégration des communautés culturelles, etc.

- **Une expertise pédagogique axée sur l'innovation, la recherche et la formation.**

La formation et la recherche sur les pratiques en alphabétisation populaire sont d'autres axes d'intervention du RGPAQ.

En 89, il met en oeuvre une première série de sessions de perfectionnement à l'intention de ses groupes membres. Quatre thèmes sont à l'ordre du jour: l'animation de groupe, les approches et les méthodes, les personnes analphabètes et l'apprentissage, comment créer du matériel pédagogique.

En 90, il s'allie au Service aux collectivités de l'UQAM pour offrir quatre nouvelles sessions: les mathématiques en alpha populaire, l'organisation d'un groupe populaire d'alpha, l'évaluation des apprentissages, production et utilisation de documents didactiques. Une session de perfectionnement sur le langage intégré sera aussi offerte, en collaboration avec l'Université de Sherbrooke.

Quelque 450 personnes ont assisté à ces rencontres formelles de formation. Un suivi est assuré, entre autres par la publication et la diffusion de cahiers pédagogiques Un visa pour l'alpha pop qui reprennent le contenu des formations modifié par l'expertise «terrain» des groupes.

En plus du cadre formel de perfectionnement, le RGPAQ planifie des activités ponctuelles, des moments d'échanges avec les participants-es et les animateurs-trices des groupes. Il élabore régulièrement d'autres projets tels le Guide de formation pour les nouvelles animatrices et une vidéo sur les mathématiques La sauce... à calculer.

La diffusion de l'information sur l'alphabétisation populaire rejoint un large public. Son objectif est de sensibiliser et de promouvoir la contribution particulière de différent-e-s intervenant-e-s dans le champ de l'alphabétisation.

Différents moyens sont utilisés: la revue le Monde alphabétique, produite deux fois l'an; le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et sur la condition féminine (CDÉACF), un centre de documentation géré conjointement par des organismes intervenant en éducation des adultes; un répertoire des ressources en documentation et en formation; ou encore des productions originales tel Le livre de l'Année internationale de l'alphabétisation, recueil de textes de participants et participantes en alphabétisation.

4- LE SOUS-FINANCEMENT CHRONIQUE DES GROUPES POPULAIRES

« **M. le Premier Ministre**

Moi je vous écrie pour vous parlez des personnes qui travaux très très fort en alpha pour venir en aide aux gens qui on de la difficulté dans la société parce qu'il ne save pas lire ni écrire. Ils en à d'autres qu'ils ne save pas ramplir des formulaires ni lire des étiquettes sur des aliment ect.

C'est très dure de vivre et de fonctionner dans la société quand tu es an alphabétique. Vous devriez leurs venir en aides en leurs donnants des subventions à tout ses organismes sans but lucratif qui font un merveilieur travail pour ces personnes là qui praine à coeur ces pauvres gens là.

Je ne comprend pas pourquoi que le gourvernement ne leur vienne pas en aide à ces centres populaire. Ce nes pas tout le monde qui veulle retourner étudier dans des écoles, ils y en à qui on des mauvais souvenir d'école et puis dans une école, l'admosfaire est froide, ces bien plus chaleureux et amical dans un centre populaire comme la Ludolettre et dans d'autre localité ces pareille. Et ces plus encouragent d'étudier parce que ce nes pas une école pour les jeunes... »

Des étudiants (es) en alpha

Extrait du recueil "Le livre de l'Année internationale de l'alphabétisation".

Deux réseaux reconnus

Les groupes en alphabétisation répartis dans toutes les régions du Québec constituent à eux seuls un réseau autonome et distinct du réseau institutionnel des commissions scolaires. Près d'une centaine de groupes sont reconnus et accrédités par le Programme de soutien à l'alphabétisation populaire autonome (PSAPA), un programme rattaché au ministère de l'Éducation. Près de la moitié sont membres d'un mouvement provincial, le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ).

En 1984, l'Énoncé d'orientation du MEQ Un projet d'éducation permanente reconnaissait d'ailleurs l'existence de deux réseaux et légitimait les pratiques originales du secteur autonome. En priorisant l'alphabétisation cette même année, l'État affirmait du même coup l'urgence d'orienter les efforts des différents acteurs pour faire face au problème de l'analphabétisme. Ainsi, la nécessité d'offrir à la population concernée plusieurs portes d'entrée devait garantir l'accessibilité et la mise en place de réponses adaptées aux besoins des personnes.

Deux courbes de croissance

A partir de 84-85, l'injection de nouvelles sommes pour supporter la priorité à l'alphabétisation fera augmenter le budget provincial consacré au développement de l'alphabétisation de manière sensible. En 84-85, il était de 4 030 000\$. Les commissions scolaires recevaient 2 500 000 \$ (62.1%), les groupes populaires (incluant le RGPAQ et ses membres) 1 530 000\$ (39.9%).

En 87-88, il était de 14 800 000 \$. Les commissions scolaires avaient 13 000 000 \$ (87.9%), les groupes populaires (incluant le RGPAQ et ses membres) 1 800 000 \$ (12.1%). Toutefois, il apparaît qu'une part de ce budget a été attribuée à des organismes d'alphabétisation créés et contrôlés par des commissions scolaires pour pouvoir aller chercher plus de subventions.

En 91-92, le budget en alphabétisation atteignait 76 600 000 \$. Les commissions scolaires ont 74 300 000 \$ (96.7%), les groupes populaires (incluant le RGPAQ et ses membres) 2 300 000 \$ (3.3%).

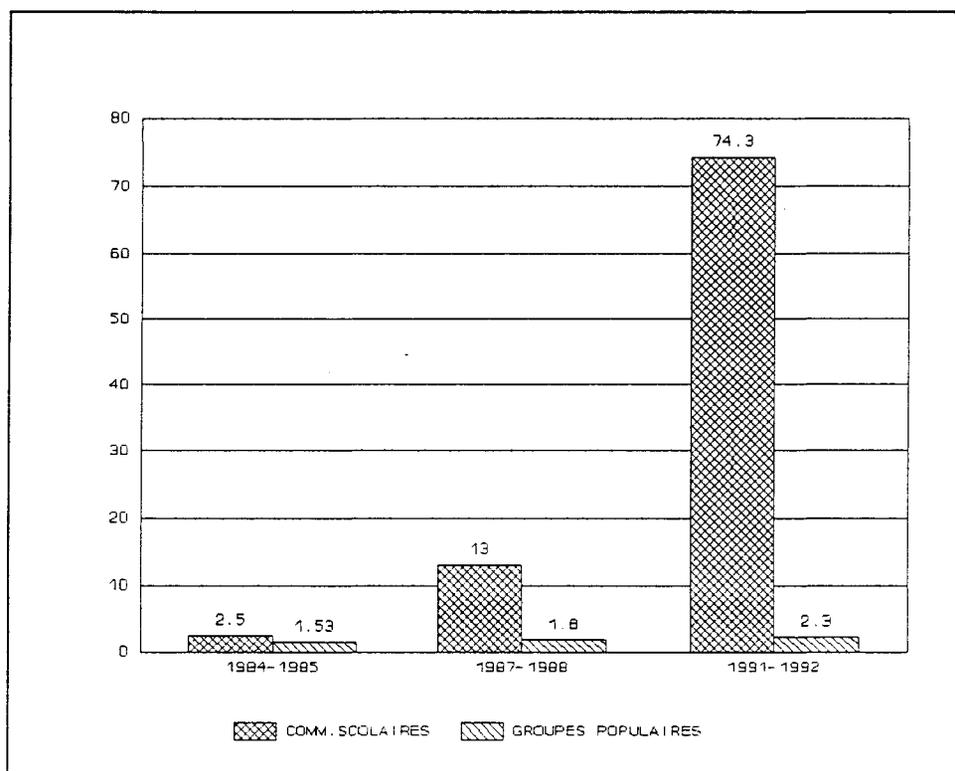


Figure 1: Évolution de la répartition des budgets d'alphabétisation entre les C.S. et les groupes pop. en millions de \$

Dans le graphique suivant, les chiffres de 91-92 sont repris. Il montre la répartition du budget provincial d'alphabétisation. La centaine de groupes populaires en alphabétisation (91 groupes et le RGPAQ) se voit attribuer à peine 3% de l'enveloppe totale.

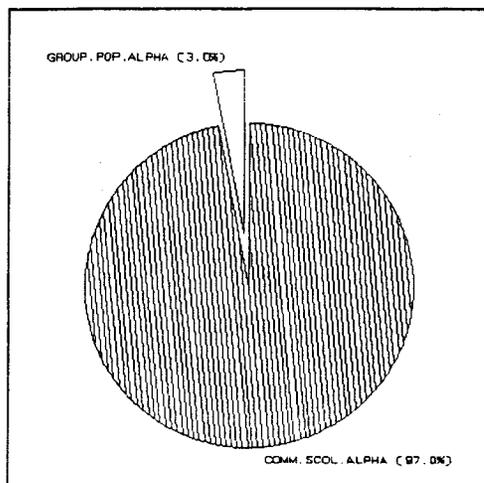


Figure 2: Répartition du budget alpha 1991-1992 entre les C.S. et les groupes populaires d'alphabétisation.

Même si la part du budget du MEQ dévolue à l'alphabétisation a connu un essor important après 84, il occupe toutefois un pourcentage minime. Le graphique 3. situe la place de l'éducation des adultes (dont relève l'alphabétisation) dans l'ensemble du budget du MEQ. (Source: Le Ministère de l'Éducation, rapport annuel 91-92).

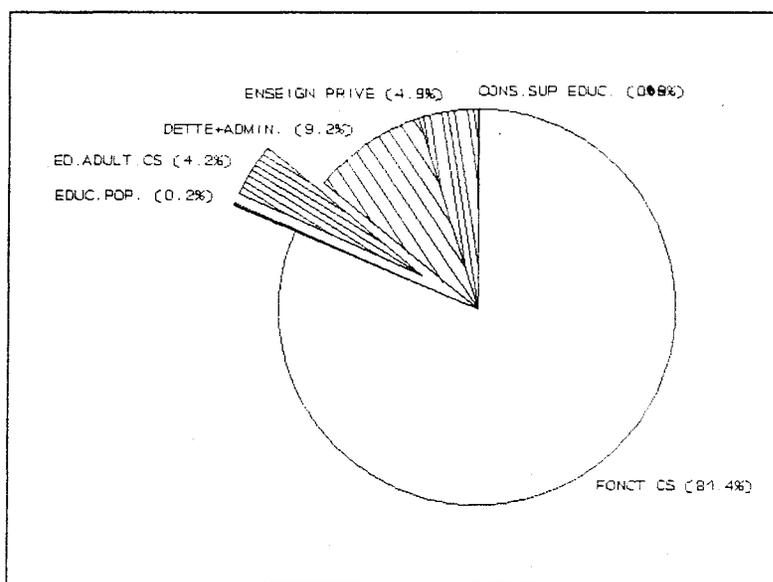


Figure 3: Budget du ministère de l'Éducation 1991-1992.

Sur 5,6 milliards, l'éducation des adultes dans les commissions scolaires représente 237,6 millions (4.2%); l'éducation populaire reçoit 12,1 millions (0.2%), dont 9.7 millions vont aux programmes d'éducation populaire autonome PSÉPA-PSAPA, le PSAPA recevant 2.3 millions.

Cette situation ne s'est pas améliorée. En 92-93, les deux programmes de financement (PSÉPA-PSAPA) sont touchés par une coupure de 4%. Le PSAPA quant à lui, était réduit de 100 000 \$. Il conserve ce budget pour l'année 93-94, soit 2,2 millions.

On peut constater, à partir de ces chiffres, que la volonté de l'État de s'attaquer au problème de l'analphabétisme s'est traduite, entre autres, par un ajout constant de budgets supplémentaires. Cependant, les deux réseaux n'ont pas bénéficié du même traitement. Depuis 85, l'écart au niveau du financement n'a cessé de s'agrandir, si bien que nous nous trouvons aujourd'hui devant un écart considérable. Ceci est inexplicable dans la mesure où les deux réseaux, également reconnus par le MEQ, doivent garantir aux personnes analphabètes le choix entre deux démarches de formation, l'une dans l'appareil scolaire l'autre dans la communauté. Pour certaines personnes qui ont déjà vécu l'échec en milieu scolaire, les groupes populaires représentent la seule alternative pour surmonter la peur de l'apprentissage.

Pour les groupes populaires, il ne s'agit aucunement de revendiquer ni la place, ni le rôle des commissions scolaires. Il s'agit uniquement de faire valoir des mesures équitables afin de financer adéquatement le travail des groupes populaires autonomes. Il s'agit d'améliorer financièrement les conditions d'intervention du milieu communautaire, de régulariser une situation financière plus que précaire, et ce depuis plusieurs années. Comme le souligne monsieur Hauteceur:

«on a fait le choix au Québec de soutenir le développement de l'alphabetisation dans l'appareil scolaire plutôt que dans la société (...) une telle orientation a marginalisé le mouvement autonome d'éducation populaire».⁹

Il constate également que «les associations au Québec sont marquées du même signe que leur public: la pauvreté».¹⁰

⁹ Hauteceur, Jean-Paul. Alpha 90. Recherches en alphabetisation. Québec 1990 p.131.

¹⁰ Hauteceur, Jean-Paul. Alpha 92. Recherches en alphabetisation. Québec, 1992, p.454.

Une situation financière plus que précaire

En 92-93, le RGPAQ menait auprès de ses groupes membres une enquête maison. Les résultats démontrent que la situation financière des groupes est dangereusement précaire.

La principale source de financement provient du MEQ via le PSAPA. En 91-92, le total des subventions s'élevait à 1 267 815 \$ pour l'ensemble des groupes membres, ce qui représente 1.6% du budget provincial en alphabétisation. Les groupes reçoivent en moyenne, 30 000 \$, certains un maigre 10 000 \$. Si ce maigre 10 000 \$ est criant d'évidence, il ne faut pas croire que 30 000 \$ représente la «richesse». Comment peut-on défrayer les coûts d'un local, du matériel pédagogique, le salaire des animatrices, le téléphone, la papeterie, etc.? Comment peut-on offrir des ateliers d'alphabétisation avec une subvention de 30 000 \$?

Le graphique 4 fournit un portrait des résultats par région.

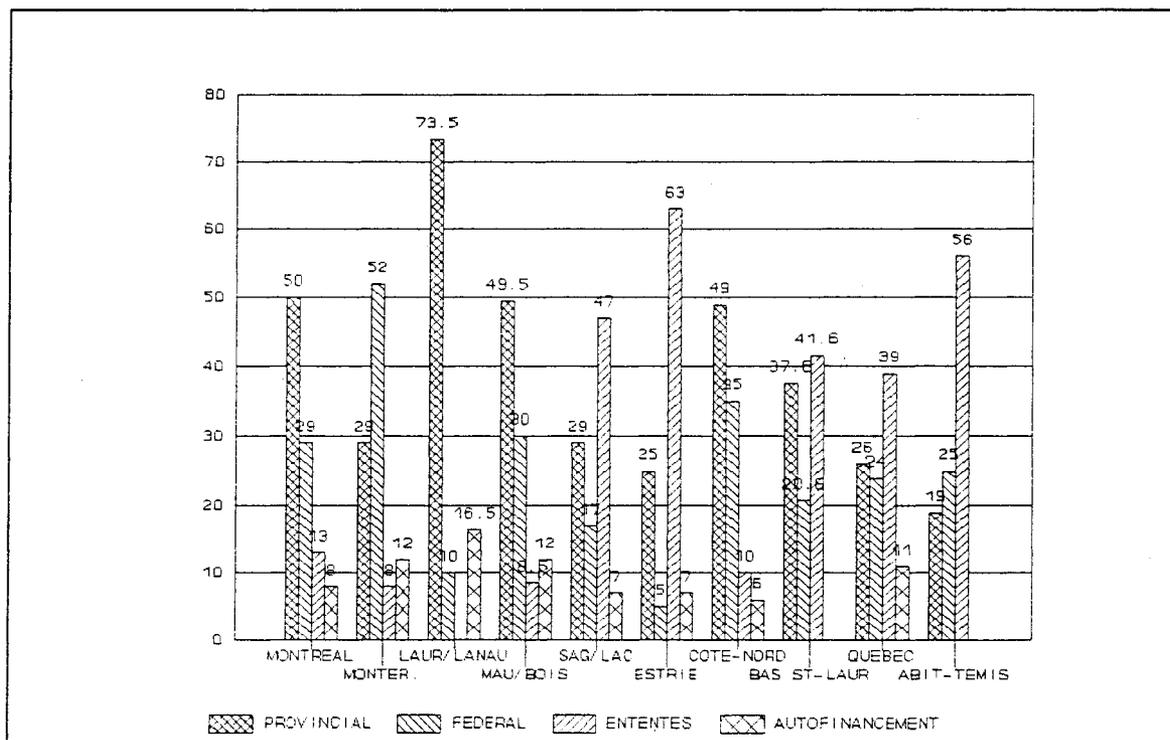


Figure 4: Pourcentage de répartition moyenne des sources de financement, par régions, des groupes membres du RGPAQ.

Les résultats de notre enquête nous apprennent que les groupes ont recours à une multitude de programmes d'aide et de financement pour assurer leur survie. Nous avons traité les réponses des 32 groupes répondants en les classifiant selon 4 catégories:

source «provinciale»: PSAPA, PSÉPA, autres ministères

source «fédérale»: secrétariat national à l'alpha, autres ministères

source «ententes de services»: commissions scolaires, autres

source «autofinancement»: dons, autres.

L'analyse des résultats doit être nuancée car il s'agit d'une répartition moyenne. Les écarts considérables entre les groupes d'une même région, ou entre les régions elles-mêmes, ne sont pas représentés par cette moyenne.

Si nous prenons l'exemple de la région Laurentides-Lanaudière, on constate que la catégorie provinciale finance presque totalement (73.5%) les groupes (4 répondants). Le PSAPA contribue à 65.2% du pourcentage. Ça peut sembler considérable, cependant en chiffres réels ça représente 108 134 \$, c'est-à-dire une moyenne de 27 033 \$. Les groupes de cette région n'ont aucune entente de services, très peu de la catégorie fédérale, c'est la catégorie autofinancement qui arrive en deuxième comme source de financement.

Il est certain que dans la majorité des cas, c'est l'insuffisance du financement en provenance du PSAPA qui oblige les groupes à multiplier les sources de financement à un point tel que le temps passé à faire de la recherche de financement, à produire des demandes, à soumettre des rapports exige un travail insensé de la part d'une ou de plusieurs personnes qui devraient normalement se consacrer à faire de l'alphabétisation.

Le graphique 5 résume de façon globale l'état des choses.

Dans la catégorie provinciale, le PSAPA représente 38.8%, viennent ensuite les ententes de services où celles avec les commissions scolaires représentent 28.6%, en troisième lieu, la catégorie fédérale dont 24.8% provient du SNA, et finalement la part provenant de l'autofinancement (7.8%).

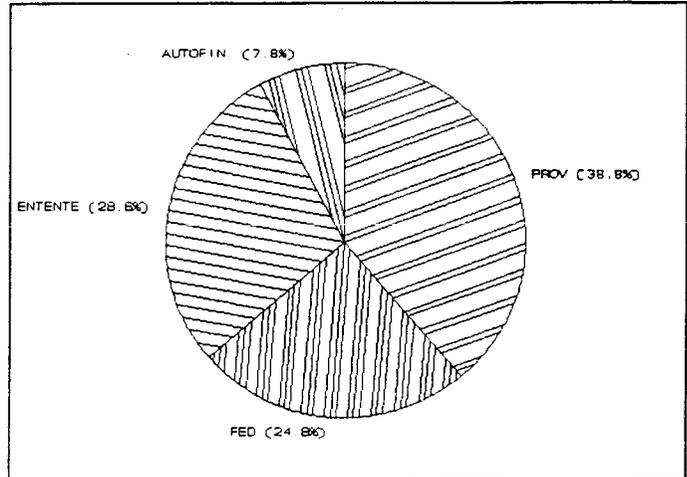


Figure 5: Répartition globale des différentes sources de financement

Devant un tel portrait, on est en droit de questionner la faible participation financière du PSAPA et, plus largement, la responsabilité du MEQ. Le gouvernement du Québec devrait assumer beaucoup plus sérieusement la part qu'il consacre à l'alphabétisation en particulier celle qui est attribuée à l'alphabétisation dans la communauté.

L'impact du sous-financement sur les groupes

Devoir assurer, année après année, la survie financière de son organisme n'est pas sans entraîner des conséquences au niveau du fonctionnement régulier. Le sous-financement chronique freine non seulement le développement des groupes mais il les prive plus souvent qu'autrement des ressources humaines et matérielles nécessaires pour planifier et programmer leurs interventions sur plus d'une année.

Dans un tel contexte, il est impossible de réaliser les dimensions rattachées au projet d'alphabétisation porté par les groupes. Malgré toute l'énergie et la créativité déployées, ils doivent vivre au quotidien en faisant très souvent des miracles qui servent tout juste à maintenir leurs activités et, à la limite, à éviter la fermeture. Mais les miracles ne sont pas infinis et plusieurs groupes fermeront leurs portes bientôt si rien ne change.

Pouvoir assurer une équipe stable de formatrices avec des salaires décents, augmenter le nombre d'activités pour répondre aux demandes et éliminer les listes d'attente, expérimenter de nouveaux ateliers de formation comme les mathématiques qui exigent un matériel plus coûteux, réaliser des projets novateurs de «recherche action», accentuer le travail de promotion et de sensibilisation, tout cela relève de l'utopie maintenant. Cette situation est d'autant plus inacceptable quand on sait que les besoins de formation des personnes analphabètes sont tout aussi présents et urgents qu'avant. Le Conseil supérieur de l'éducation faisait état, dans son avis de 92, d'une certaine incohérence: «En 91-92, les subventions aux organismes pour l'alphabétisation autonome ont été gelées et l'enveloppe budgétaire pour la formation à temps partiel dans les commissions scolaires a été fermée (...) Bientôt on procédera à la fermeture de l'enveloppe pour la formation à temps complet. D'un côté, on investit dans la promotion et on mobilise des personnes; de l'autre, on réduit les services offerts». ¹¹

Une reconnaissance financière qui tarde

De façon très réaliste, les groupes ont évalué leurs besoins financiers. La demande, telle que présentée dans ce document, se veut un redressement des subventions pour le RGPAQ et ses membres.

Une subvention de base de 55 000 \$ pour tous les groupes qui n'ont pas atteint ce niveau de financement, servira strictement à l'infrastructure de l'organisme (local, téléphone, frais de poste, un salaire, etc.). Une autre part du financement viendra financer le programme d'activités. Cette demande vise la consolidation des groupes et du RGPAQ. Une consolidation pour leur permettre de réaliser leur mandat.

¹¹ Conseil Supérieur de l'Éducation. Accroître l'accessibilité et garantir l'adaptation. L'éducation des adultes dix ans après la Commission Jean. Québec, 1992, p. 57.

5- UN RÉSEAU AUTONOME A CONSOLIDER

Si le nombre de groupes populaires en alphabétisation a augmenté depuis 1984, passant de 42 à 91 en 1993, ils continuent de se partager une bien mince partie de l'enveloppe accordée à l'alpha.

Si le MEQ s'est engagé à supporter le développement des services en alpha, cet engagement ne s'est jamais vraiment concrétisé pour le réseau autonome communautaire.

Nous croyons qu'il est grand temps pour le MEQ de mettre en place des mesures de rattrapage. Sinon, nous ne pourrions que constater à court et moyen terme, la dissolution du réseau populaire autonome qui se maintient depuis plusieurs années à force de volonté et d'implication des personnes qui croient en leur travail (apprenants-es, formateurs-trices, bénévoles, etc...).

Si l'État porte encore un projet d'éducation des adultes, si l'État met encore de l'avant les principes d'accessibilité et d'égalité pour tous et toutes, si l'État garde encore sa priorité en alphabétisation, il devra, malgré les conjonctures économiques fluctuantes, se montrer responsable en augmentant les budgets alloués à l'alphabétisation et en rajustant le partage entre les partenaires de façon équitable.

NOS REVENDICATIONS

1. La mise en place d'une politique en matière d'alphabétisation, avec en autres le respect des droits des personnes analphabètes et une possibilité d'intégration en emploi.

Considérant que

- près de 30% des personnes analphabètes sont des jeunes de moins de 30 ans qui ont eu accès au système scolaire;
- les recherches auprès des personnes analphabètes de cet âge démontrent que dans la majorité des cas leurs problèmes ont débuté dès le primaire;
- le ministère de l'Éducation réalise des interventions à la pièce sans avoir de plan d'ensemble en alphabétisation;
- pour certaines personnes analphabètes le système scolaire signifie un échec et qu'elles ont besoin d'un autre lieu de formation pour apprendre;
- il faut respecter le rythme d'apprentissage de chaque personne;
- il existe un cercle vicieux dans lequel sont étroitement liés pauvreté et analphabétisme;
- la loi 37 (aide sociale) est nettement inadéquate pour réintégrer les personnes sur le marché du travail;

Nous demandons au MEQ:

1. Une politique globale en alphabétisation qui repose sur le droit au choix du lieu de formation pour les personnes analphabètes entre le réseau institutionnel et le réseau populaire.
2. Des mesures de prévention pour les enfants de 0 à 6 ans au niveau des familles.
3. Des corrections au système d'enseignement primaire et secondaire pour faire une place réelle à des jeunes ayant des démarches d'apprentissages différentes.
4. D'enlever toute contrainte limitant le temps d'apprentissage des personnes analphabètes (ex.: 2 000 heures dans les commissions scolaires).

Nous demandons au gouvernement:

5. Des politiques et une fiscalité favorisant une répartition plus juste de la richesse.
6. Une politique de plein emploi.
7. Le maintien et l'amélioration des programmes sociaux.
8. Que la participation à la mesure "Rattrapage scolaire" du ministère de la sécurité du revenu ne soit pas basée sur la coercition, mais sur une participation volontaire, sans catégorie d'âge, ni discrimination, et ce, même si les places sont limitées dans le programme.
9. Des services gouvernementaux accessibles aux personnes analphabètes.

2. Une reconnaissance des groupes populaires et de leur contribution dans la lutte contre l'analphabétisme.

Considérant que

- l'intervention en alphabétisation populaire se définit différemment de l'intervention en milieu scolaire;
- cette intervention demande une grande polyvalence;
- les groupes d'alphabétisation et le RGPAQ ont développé des programmes de formation et de perfectionnement pour répondre de manière adéquate aux besoins spécifiques de formation des animatrices et des animateurs en alphabétisation populaire;

Nous demandons au MEQ:

10. De reconnaître les pratiques différentes d'alphabétisation populaire.
11. De reconnaître la valeur de la formation et de l'expertise des groupes et des formatrices en alphabétisation populaire.
12. De reconnaître et de financer le projet de formation et de perfectionnement des pratiques pédagogiques du RGPAQ.

3. Un financement stable et récurrent des groupes d'alphabétisation populaire.

Considérant que

-les groupes populaires membres du RGPAQ reconnaissent dans le PSAPA le principal programme responsable du financement de l'alphabétisation populaire autonome;

-aucun autre programme ou subvention ne finance l'infrastructure de fonctionnement des groupes;

-pour rectifier cette situation, la portion accordée au financement de l'infrastructure doit être augmentée;

-des corrections concernant les exigences administratives doivent être mises en place;

Nous demandons au MEQ:

13. De reconnaître le rôle éducatif de la vie associative des groupes populaires d'alphabétisation et de financer les activités liées à la vie associative.

14. Que nos demandes de subventions soient déposées et administrées sur une base triennale.

15. Que la subvention soit versée en deux tranches par année, la première versée au mois d'août, la deuxième en février.

16. Que des corrections soient mises en place afin de simplifier les exigences administratives du programme.

4. Le relèvement des subventions de base pour l'infrastructure des groupes jusqu'à 55 000 \$ et une augmentation des subventions pour les activités d'éducation.

Considérant que

-les personnes analphabètes ont droit au choix de leur lieu de formation;

-l'alphabétisation populaire autonome représente un des lieux de formation pouvant garantir l'accessibilité;

-tous les groupes populaires en alphabétisation membres du RGPAQ ont besoin d'un budget de fonctionnement adéquat;

-la situation financière dans laquelle se trouve tous les groupes populaires membres du RGPAQ doit être rapidement améliorée;

-des mesures de rattrapage pour consolider financièrement leur projet d'alphabétisation populaire doivent être mises en place;

Nous demandons au MEQ:

17. Que soient injectées annuellement les sommes nécessaires pour arriver après 3 ans à un budget annuel de 6 millions de dollars alloués au financement des groupes membres du RGPAQ, ce qui équivaut à 8% du budget provincial d'alphabétisation de 1992-1993.

18. Que les mécanismes de distribution de l'enveloppe de 6 millions soient déterminés selon un protocole d'entente négocié entre le RGPAQ et le MEQ

Principaux éléments du protocole d'entente:

- . un plan triennal proposant une échelle de rattrapage pour tous les groupes membres;
- . un objectif de financement de base de 55 000\$ pour l'infrastructure et le fonctionnement de tous les groupes qui n'ont pas atteint ce niveau de financement;
- . un financement selon le programme d'activités de chaque groupe.

19. Que dès la fin du premier plan triennal, les subventions de chacun des groupes membres soient récurrentes et indexées annuellement au coût de la vie.

20. Que les groupes puissent avoir accès à des budgets à l'intérieur d'une enveloppe protégée (à l'extérieur du six millions) spécialement pour des projets spéciaux (recherche, colloque, etc.).

5. Le maintien des programmes d'éducation et d'alphabétisation populaires autonomes.

Considérant que

-l'alphabétisation populaire autonome est partie prenante de l'éducation populaire autonome;

-l'alphabétisation populaire autonome défend les revendications portées par l'ensemble du mouvement d'éducation populaire autonome et adhère à la lutte menée pour la reconnaissance et un financement accru de l'éducation populaire autonome par le MEQ;

-malgré des lacunes, l'existence des deux programmes PSÉPA, PSAPA représente un acquis pour l'éducation populaire et l'alphabétisation populaire;

Nous demandons au MEQ:

21. Une augmentation significative de l'enveloppe consacrée à l'éducation populaire autonome du Québec telle que déjà demandée par le Mouvement d'Éducation populaire et d'Action communautaire du Québec (MÉPACQ) et la table des fédérations et organismes nationaux.

22. Le maintien des deux programmes distincts PSÉPA et PSAPA dans la même unité administrative.

23. D'insérer dans les textes de loi appropriés son engagement vis-à-vis du réseau d'éducation populaire et d'alphabétisation populaire, lui reconnaissant un rôle essentiel d'éducation, son droit à une juste part des fonds publics alloués à l'éducation, l'apport de ses pratiques spécifiques et le respect de l'autonomie de ses composantes.

24. De mettre en place un mécanisme d'appel qui statuera sur l'admissibilité aux programmes et sur la perte de l'accréditation. Ce mécanisme pourrait prendre la forme d'un comité de révision qui serait décisionnel et composé d'une personne nommée par le ou la Ministre et d'une personne déléguée par chaque organisme de représentation des groupes d'éducation populaire autonome.

6. Le financement du RGPAQ

Considérant que

-les mandats de promotion et de sensibilisation, de formation, de représentation et de développement d'un réseau autonome d'alphabétisation du RGPAQ doivent être financés à leur juste valeur pour soutenir les efforts de concertation et d'organisation de ce réseau sur une base autonome;

-la situation financière du RGPAQ est tout aussi précaire que celle de ses groupes membres;

Nous demandons au MEQ:

25. Que le financement du RGPAQ soit ajusté pour lui permettre de remplir l'ensemble de ses mandats.

7. Le développement et l'accréditation de nouveaux groupes

Considérant que

-la population de toutes les régions du Québec doit avoir accès à des services offerts par des groupes populaires d'alphabétisation;

-certaines régions du Québec ne bénéficient pas encore de la présence de groupes populaires d'alphabétisation ou alors très peu;

-le développement du réseau autonome d'alphabétisation populaire doit se poursuivre;

Nous demandons au MEQ:

26. Que soit ajouté un critère portant sur la défense des droits des personnes analphabètes à la catégorie I telle que décrite au programme actuel («...les organismes dont l'intervention principale, voire exclusive, se rapporte à l'ensemble des activités suivantes: la sensibilisation, l'information, le recrutement et la formation des personnes analphabètes...»).

27. Que les groupes en attente d'accréditation qui répondent aux critères d'admissibilité du PSAPA soient acceptés dès la prochaine année, en priorisant ceux de la catégorie I du programme.

28. Que les nouveaux groupes soient inclus dans le plan triennal et soient soumis à la même mécanique de financement que les groupes membres du RGPAQ. En conséquence que l'enveloppe de six millions soit augmentée au fur et à mesure qu'il y aura accréditation de nouveaux groupes.

29. Que le RGPAQ participe au processus d'accréditation des nouveaux groupes en alphabétisation populaire par l'intermédiaire d'un comité paritaire composé de représentant-e-s du RGPAQ et de fonctionnaires du PSAPA.

6. CONCLUSION

En regardant bien les coûts humains et économiques on prend conscience qu'investir de l'argent et du temps en alphabétisation ce n'est pas une dépense pour une société mais un investissement incontournable. Reporter ce choix d'intervenir activement en alphabétisation c'est permettre à la facture d'augmenter. La facture économique puisque l'analphabétisme coûte cher mais aussi la facture humaine puisqu'on maintient des milliers de personnes dans la marginalité et dans la pauvreté avec toutes les conséquences que cela signifient. L'analphabétisme n'a plus sa raison d'être au Québec!

Seule une politique d'ensemble en alphabétisation pourra permettre de venir à bout de ce problème. Une politique conséquente doit s'appuyer sur un élargissement des choix de formation et viser une réponse multiforme. L'alphabétisation populaire représente une alternative par son approche qui tient compte des personnes, de leur histoire, de leur vécu, en les impliquant dans un processus démocratique qui permettra non seulement d'apprendre à lire et à écrire mais de pouvoir devenir des citoyens et des citoyennes à part entière.

ANNEXE 1

Petite histoire du développement des groupes d'alphabétisation

populaire au Québec

L'alphabétisation est une donnée sociologique. Si l'écriture et la lecture n'ont pas d'utilisation, on ne parlera pas d'analphabétisme. Il en va de même pour les sociétés où l'on considère qu'il est essentiel que certains(l'élite) doivent savoir lire et écrire alors que ça n'est pas important pour les autres. Ceci explique, du moins en partie, qu'avant les années 60, au Québec, on parle très peu d'alphabétisation et pas beaucoup plus du besoin d'élargir la scolarisation. Ces débats demeurent très marginaux. Quelques groupes font de l'alphabétisation (entre autres des communautés religieuses) mais souvent de façon assez sporadique.

Lorsque le Québec sort de sa «grande noirceur» et s'industrialise, il s'aperçoit de l'importance d'avoir une main d'oeuvre mieux formée, plus scolarisée. On a droit à une commission d'enquête sur l'éducation qui accouche du désormais célèbre «Rapport Parent». Ce rapport recommande entre autres la création d'un ministère de l'Éducation, premier pas vers une intervention planifiée de l'État dans ce secteur. Il recommande aussi la création de plusieurs commissions scolaires pour permettre une meilleure décentralisation et une démocratisation de l'éducation. On y retrouve également des propositions sur l'éducation des adultes.

En 1965, le ministère de l'Éducation du Québec(MEQ) est créé. L'année suivante est mise sur pied la «Direction Générale de l'Éducation Permanente» (DGEP) qui a la responsabilité de l'éducation des adultes. Sans perte de temps, certaines commissions scolaires comme la «Commission des Écoles Catholiques de Montréal» (CECM) offrent des cours d'alphabétisation. Ces cours n'étaient pas identifiés clairement comme étant de l'alphabétisation. On parlait plutôt de français 101, français 102, etc.

Parallèlement à tout cela, en 1967, le MEQ met sur pied le «Programme provincial d'éducation populaire aux organismes et associations hors-réseau institutionnel» à titre expérimental. Le financement de ces organismes avait d'ailleurs été recommandé par le Rapport Parent.

Cette année-là, l'ensemble des organismes reçoivent 525 226 \$. Les années suivantes, les montants diminuent, par exemple en 1969-70, c'est 133 839 \$ que ce partageront seulement 12 organismes d'éducation populaire.

En 1973, la DGEP devenu la «Direction Générale de l'Éducation des Adultes» (DGEA) met sur pied le groupe d'étude de l'éducation populaire (GETEP). Cette même année, le «Conseil Supérieur de l'Éducation» donne son appui à l'éducation populaire autonome. L'année suivante, à la suite des pressions venant de toutes parts (à commencer par les pressions des groupes eux-mêmes), le MEQ ajoute un million aux 800 000 \$ déjà prévus au budget. Cette année-là, tous les projets admissibles sont financés!

Entre temps, à l'automne 1967, un des premiers groupes autonomes en alphabétisation voit le jour: il s'agit du «Carrefour d'éducation populaire de Pointe St-Charles». Ce groupe s'est formé en réaction aux insatisfactions que ressentaient des citoyens-nes de Pointe St-Charles face au type d'éducation des adultes qu'offrait la CECM. Le Carrefour, qui à cette époque, se nommait «Comité d'éducation de base» peut être considéré comme un des plus anciens groupes populaires autonomes d'alphabétisation au Québec. Les groupes ayant existé avant n'étaient pas vraiment autonomes ou n'ont été que de courte durée.

Un autre groupe populaire autonome voit le jour à peu près en même temps à St-Henri, il s'agit du «Comité D'Éducation des Adultes de St-Henri» (CEDA). Bien qu'officiellement incorporé qu'en 1971, ce groupe débutera des activités d'alphabétisation dès 1967. En 1972 et 1973, on voit apparaître des centres d'éducation populaire à caractère ethnique. Il s'agit de la «Maison d'Haïti» (1972), du «Centre portugais de référence et de promotion sociale» (1972), et du «Centre N'a Rive» (1973) intégré à cette époque au «Bureau de la Communauté Chrétienne des haïtiens de Montréal».

Notons toutefois, que même s'ils donnaient certaines formations de base en français, ces groupes n'ont commencé à faire de l'alphabétisation comme telle d'une façon plus organisée qu'en 1978. C'est cette année (1978), qu'un premier groupe à l'extérieur de Montréal, le «Comptoir St-Pierre de Fort Coulonge inc.», de la région de l'Outaouais démarre ses activités.

L'année suivante, 1979, donne naissance à d'autres groupes en région: la «Coopérative de Services Multiples de Lanaudière» qui débute ses ateliers d'alphabétisation mais qui existait depuis 1977 et l'«Arbralette» qui à l'époque porte le nom de «Schécrilire». C'est aussi cette année-là qu'un groupe à Longueuil, «Équipe Secours C.M. de Longueuil inc.» débute ses activités de même que le «Centre Éducatif des haïtiens de Montréal».

En 1980, les groupes continuent de se multiplier, trois nouveaux groupes en région et trois à Montréal. Il s'agit d'«Atout-lire» (connu à cette époque sous le nom du «Collectif d'alphabétisation du Comité de citoyens du quartier St-Sauveur») à Québec, du groupe «Centre-Lac à Alma», du «Centre d'alphabétisation de Jonquière», du groupe de formation «Tirelire» à Montréal. Le «Collectif d'alphabétisation des détenus et ex-détenus» (CADE) commence ses activités d'alpha en 1980 même s'il existe depuis 1978. C'est aussi la naissance du «Tour de Lire» dans l'est de Montréal.

L'année 1981, est une année importante pour le développement de groupes à l'extérieur de Montréal. En particulier, dans la région de l'Estrie où on voit naître trois groupes: «L'Étoile Alpha», «La route des estriennes vers la lecture», le «Collectif d'alphabétisation des travailleurs». Deux groupes font leur apparition dans la région de Lanaudière: le «Regroupement des services communautaires de Berthier» et le «Regroupement des assisté-e-s sociaux du Joliette Métropolitain» (RASJM) qui débute ses activités en alpha même si comme groupe il existe depuis 1973.

A Québec, le groupe «Alpha St-Jean-Baptiste» vient au monde tandis que le «Regroupement des analphabètes de Chapais-Chibougameau» (RACC) qui deviendra plus tard le «Regroupement Bouches à oreilles» fait son entrée en alpha. A Montréal, apparait ce qui semble être le premier groupe anglophone structuré à intervenir en alpha soit le «Reading Council for Litteracy advance in Montreal». Le «Mondalire», qui existe depuis 1980, commencera à faire de l'alphabétisation dans Pointe-aux-trembles.

La région du Saguenay Lac St-Jean, en 1982, voit la naissance du «Centre d'alphabétisation du comté de Roberval», le groupe «Alpha Laterrière» et «Alpha St-Félix d'Otis». En Estrie, se rajoute un groupe anglophone, le «Townshipper's road to reading literacy council». A Matane, «La Gigogne», une maison pour femmes victimes de violence qui existe depuis 1981 commence à faire de l'alphabétisation. A Québec, c'est «Le groupe d'alphabétisation populaire de Limoilou» qui lui aussi après avoir vu le jour 1981, commence ses activités. A ville Lemoyne, d'un centre de bénévolat naît le «Groupe d'entraide Iota». Montréal donne naissance au groupe «Lettres en Main» et au «Centre de lecture et d'écriture(CLÉ)».

Seulement trois groupes naissent en 1983: «La Clé des mots», «Laportalire» dans la Montérégie et «Valorisation Alpha» qui deviendra plus tard le «Centre de services éducatifs populaires du Haut St-Francois». L'année 1984 est une année significative pour l'alphabétisation populaire. L'effet combiné de la levée du moratoire sur l'entrée de nouveaux groupes et la conscience de plus en plus grande du problème, amène un déferlement de 42 nouveaux groupes.

De ce nombre cependant six sont de Montréal. En 1984, le nombre de groupes a plus que doublé!!! Jamais par la suite, il n'y aura de tel «boum» puisque le moratoire sera aussitôt imposé de nouveau. Une vingtaine de nouveaux groupes verront le jour entre 1984 et 1992 à même quelques milliers de dollars injectés dans le programme. Il y a actuellement une centaine de groupes qui interviennent en alpha.

Si on fait un résumé du développement des groupes, on s'aperçoit qu'on peut identifier trois périodes. Première période, 1967-1980: développement des premiers groupes populaires à intervenir en alpha. C'est tranquillement que se réalise ce développement. La problématique est encore peu reconnue socialement et il y a très peu de financement pour supporter la création de groupes.

La deuxième période 1981-1983 voit les groupes naître à un rythme beaucoup plus rapide et ce particulièrement à l'extérieur de Montréal. La création du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation, en 1981, est sûrement un des facteurs qui explique cette accélération.

La troisième période, 1984-85, qui, avec la levée du moratoire et l'argent neuf injecté lié à la priorité en alpha, amène une multiplication sans précédent. La limite de ce développement rapide c'est que parmi ces groupes se sont glissés des groupes "bidons" mis sur pieds par les commissions scolaires dans le but d'aller chercher encore plus d'argent pour développer leurs propres services d'alpha dans leur région. Tout n'étant pas coulé dans le ciment, heureusement, au fil des années, certains de ces groupes ont gagné leur indépendance et leur autonomie par rapport à leur géniteur.

A travers ces 25 ans d'existence, l'alphabétisation populaire a su développer une approche et des pratiques qui lui permettent de rejoindre des personnes analphabètes qui ne trouvent pas leur place dans les commissions scolaires. Un des premiers groupes d'alphabétisation populaire, le «Carrefour de Pointe St-Charles», est né de la volonté des citoyens d'avoir un lieu de formation plus adapté à leurs besoins que ne l'était la commission scolaire. C'est avec cet objectif que c'est construit le réseau alternatif des groupes d'alphabétisation populaire.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

-Vie Ouvrière

Dossier: apprendre à l-i-r-e et à écrire in Vie Ouvrière, no 180, sept.-oct. 1984, pp 3-64

-RGPAQ,

L'alphabétisation au Québec: situation, recommandations: Mémoire présenté à la Commission d'étude sur la Formation des Adultes (CEFA) et au ministère de l'Éducation, Montréal: RGPAQ, 1981, 90 p.

-RGPAQ,

Alphabétisation Populaire; bulletin de liaison des groupes populaires en alphabétisation, No 1 1981 à no 19 1986.

-RGPAQ,

Cahier Alpha-Souvenir: La Grande Rencontre, Québec 9-10 mai 1985 (cahier pédagogique). Montréal: RGPAQ, 1986. 78 p.

-RGPAQ,

Document de réflexion "Pour un plan d'action en alphabétisation". Montréal: RGPAQ, 1986. 31 p.

-RGPAQ,

Écrire pour la première fois; supplément au Bulletin Alphabétisation populaire, No 1, fév.1982 à No 10, automne 1985.

-RGPAQ,

Mémoire du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec portant sur le "Projet d'éducation permanente". RGPAQ. Montréal: RGPAQ, 1984, 12 p.

-RGPAQ,

Le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ) et ses groupes membres (portraits et synthèses). Dion, Carole; Lachapelle, Nicole. Montréal: Québec (prov.). Ministère de l'Éducation. Direction Générale des Adultes (DGEA), 1987

-Pratiques d'alphabétisation, (sous la direction de Jean-Paul Hautecoeur), MEQ, 1982, 408 p.

-Introduction aux pratiques et politiques en alphabétisation, Hautecoeur Jean-Paul, Montréal, Université du Québec, Service des publications, 1985, 540 p.

-Alpha 88, Hautecoeur Jean-Paul. Québec, Ministère de l'Éducation, 1988. 439 p.

-Alpha 90, Hautecoeur Jean-Paul. Québec, Ministère de l'Éducation, 1990. 488 p.

-Séminaire sur l'alphabétisation populaire (1980:Québec): Alpha 80: compte rendu du séminaire. Hautecoeur Jean-Paul. Québec:DGEA, 1981, 276 p.

-En toutes lettres et en français, Boucher Andrée. Montréal, ICEA, 1989, 171 p.

-Une société sans barrières, Boucher Andrée, Montréal, Forum organisé par le RGPAQ, l'ICEA et la CEQ, 1990, 36 p.

-L'analphabétisme et la pauvreté: une perspective de l'intérieur, Organisation Nationale Anti-Pauvreté, Ottawa, 1992, 168 p.

-L'alphabétisation des adultes au Canada: résultats d'une étude nationale, Statistique Canada, Ottawa, 1991, 114 p.

Rédaction: Suzanne Biron

Participation à la rédaction: Nicole Lachapelle

Ginette Richard

Micheline Séguin

Maryse Perreault

Jean-François Aubin

et les groupes membres du RGPAQ.

Graphiques et page couverture: Francine Pelletier

Corrections: Nicole Delva

Traitement de texte: Nicole Delva

Nicole Lachapelle

Recherche et conception: Roxane Minier

Francine Lafontaine

Marcel Desjardins

Johanne Bouffard

Suzanne Biron

Jean-françois Aubin

Maryse Perreault

Produit par: Regroupement des groupes populaires en alphabétisation
du Québec (RGPAQ), janvier 1994.